

STRATÉGIE DE SÉCURITÉ ET ACTIVITÉS DE LA RUSSIE EN AFRIQUE

by Sarah Daly



Préparer les décideurs politiques et les investisseurs au début du siècle africain en soutenant des partenariats géopolitiques dynamiques avec les États africains et les institutions multilatérales.

STRATÉGIE DE SÉCURITÉ ET ACTIVITÉS DE LA RUSSIE EN AFRIQUE

by Sarah Daly

Ce rapport est rédigé et publié conformément à la politique de l'Atlantic Council sur l'indépendance intellectuelle. Les analyses et recommandations des auteurs n'engagent qu'eux-mêmes. L'Atlantic Council et ses donateurs ne décident, n'approuvent ou ne préconisent aucune des conclusions de ce rapport.

Atlantic Council
1030 15th Street NW, 12th Floor
Washington, DC 20005

For more information, please visit
www.AtlanticCouncil.org.

ISBN-13: 978-1-61977-302-8

February 2023

Design: Donald Partyka and Anais Gonzalez

Cover: Russian President Vladimir Putin, Egyptian President Abdel Fattah el-Sisi and Niger's President Mahamadou Issoufou attend a working luncheon attended by heads of African regional organizations on the sidelines of the Russia-Africa Summit and Economic Forum in the Black sea resort of Sochi, Russia, October 23, 2019. Sergei Chirikov/Pool via REUTERS

Table of Contents

INTRODUCTION	2
COMMENT MOSCOU POURSUIT CES OBJECTIFS	3
Réaffirmer la Russie comme une puissance mondiale	3
Solliciter et exercer un soutien diplomatique et politique mutuel au sein de l’ONU	4
Accroître les échanges, les investissements et les activités commerciales	6
COMMENT LA RUSSIE POURSUIT SES OBJECTIFS DE PUISSANCE DURE EN AFRIQUE	8
Accords de coopération militaro-technique	8
Transferts d’armes et de munitions	8
Formation et éducation	9
Soutien au combat	10
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	12
ABOUT THE AUTHOR	16
ACKNOWLEDGEMENTS	16

Introduction

L’**i**nvasion de l’Ukraine par la Russie au début de l’année 2022 a intensifié l’attention de la communauté internationale sur les objectifs politiques et sécuritaires du Kremlin dans le monde, notamment en Afrique, où la Russie continue de renforcer son empreinte. Sous la direction du président Vladimir Poutine, la Russie a fait un effort concerté pour revigorer les relations bilatérales historiques, forger de nouveaux liens, et étendre et améliorer les liens existants avec les partenaires africains. D’un point de vue stratégique large, les objectifs généraux de la Russie en Afrique sont les suivants :

- se réaffirmer en tant que puissance mondiale en défiant directement l’hégémonie américaine et l’OTAN par la projection de puissance et l’exercice d’influence à l’étranger ;
- solliciter et exercer un soutien diplomatique et politique mutuel de la part des nations africaines et avec elles dans les organismes multilatéraux et internationaux, notamment les Nations unies ; et

- accroître les échanges commerciaux et faciliter les investissements et les activités commerciales russes, notamment dans les industries extractives et militaires.

La stratégie de sécurité de la Russie est étroitement liée à chacun de ces objectifs et comprend des accords bilatéraux officiels ainsi que le déploiement de forces de sécurité liées à l’État et nominalement privées. Dans la pratique, toutefois, la Russie agit en dehors des accords publics et formels - et est devenue, au cours de la dernière décennie, non seulement un partenaire, mais aussi un acteur en matière de sécurité en Afrique. La guerre en Ukraine affectera probablement les engagements de la Russie en matière de sécurité sur le continent, mais jusqu’à présent, elle n’a pas empêché la Russie d’établir, de maintenir et de faire appel à des liens stratégiques en Afrique.

Comment Moscou poursuit ces objectifs

Réaffirmer la Russie comme une puissance mondiale

Pour renforcer son poids et sa crédibilité sur la scène mondiale, la Russie a élargi et approfondi ses liens avec les nations africaines grâce à un engagement diplomatique accru et a cherché à miner et à remplacer l’influence occidentale. En octobre 2019, la Russie a accueilli à Sochi le tout premier sommet Russie-Afrique, auquel ont participé des représentants d’au moins quarante-cinq pays africains, dont plus de quarante chefs d’État. Le sommet a donné lieu à un certain nombre d’accords sur le commerce, l’éducation, l’aide, les projets d’ingénierie et de développement, et la coopération militaire. Pour signaler que la Russie continue de donner la priorité à l’Afrique et prévoit d’accroître ses engagements envers et sur le continent, un deuxième sommet est prévu pour l’été 2023 à Saint-Petersbourg. Au cours des cinq dernières années, la Russie a également augmenté la fréquence des visites bilatérales de haut niveau vers et depuis l’Afrique. En 2017, Poutine s’est rendu en Égypte et a discuté de la coopération dans un certain nombre de secteurs, notamment le partage de renseignements et l’armée, ainsi que les crises en Syrie et en Libye. L’année suivante, il a participé à un sommet du groupe des économies émergentes BRICS (c’est-à-dire Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à Johannesburg. En 2018, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a effectué trois voyages en Afrique, se rendant en Angola, en Namibie, au Mozambique, au Zimbabwe, au Rwanda et en Éthiopie. Depuis 2018, au moins quinze dirigeants africains ont participé à des réunions bilatérales à Moscou.

En juillet 2022, Lavrov est retourné sur le continent, se rendant en Égypte, en Éthiopie, en République du Congo, en Afrique du Sud et en Ouganda pour solliciter un soutien contre l’imposition de sanctions à la Russie. Au cours de son voyage, Lavrov a fait face à des critiques concernant l’insécurité alimentaire déclenchée par l’invasion de l’Ukraine, qui a perturbé la production de céréales dans la région. Les

blocus russes ont en outre empêché leur exportation vers l’Afrique, exacerbant les risques de famine, augmentant les prix des denrées alimentaires et attisant les troubles sociaux en Afrique du Nord et de l’Est. Le ministre des Affaires étrangères a rejeté la responsabilité des coûts et des pénuries alimentaires sur les pays occidentaux. Les arguments anti-occidentaux sont un élément de base de la propagande russe en Afrique, qui oppose l’oppression coloniale et les interventions occidentales contemporaines à son propre respect nominal de “la souveraineté et de l’intégrité territoriale et du droit à l’autodétermination sans ingérence extérieure”.¹ La Russie et ses mandataires invoquent cette rhétorique simple mais efficace pour subvertir l’influence des États-Unis et de la France auprès des dirigeants et des publics africains.

Au Mali, par exemple, la Russie a capitalisé sur le ressentiment anti-français pour se positionner comme un partenaire de sécurité préférable pour la junte militaire au pouvoir - réduisant ainsi l’influence de la France pour faire pression sur le pays afin qu’il retrouve un régime démocratique après les coups d’État d’août 2020 et de mai 2021. Outre sa solide campagne de désinformation pour discréditer les efforts de la France en matière de lutte contre le terrorisme, la Russie a livré des armes et envoyé des “formateurs” militaires.² En 2021, le gouvernement de transition du Mali a signé un accord avec la société militaire privée (SMP) Wagner pour fournir “une formation, une protection rapprochée et des opérations antiterroristes.”³ En décembre de la même année, Wagner a déployé environ 1 000 soldats au Mali pour aider aux opérations de lutte contre le terrorisme. La France a annoncé son retrait de l’opération Barkhane en août 2022. Plus petit en taille et en expérience que le détachement français, le déploiement de Wagner n’est pas susceptible de mettre en déroute les extrémistes islamistes violents qui sévissent dans le pays depuis une décennie. En fait, le groupe fait déjà l’objet d’un examen minutieux pour avoir tué des centaines de civils au Mali, ce qui risque d’aggraver le problème de l’extrémisme violent plutôt que de l’atténuer.

1 “Foreign Policy Concept of the Russian Federation (Approved by President of the Russian Federation Vladimir Putin on November 30, 2016),” ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 2 décembre 2016, <https://www.russiamatters.org/sites/default/files/media/files/Foreign%20Policy%20Concept%20of%20the%20Russian%20Federation%20%28approved%20by%20President%20of%20the%20Russian%20Federation%20Vladimir%20Putin%20on%20November%2030%2C%202016%29%20-%20Asset%20Publisher%20-%20The%20Ministry%20of%20Foreign%20Affairs%20of%20the%20Russian%20Federation.pdf>.

2 Cedric Terrasson, “Update : Russia’s Shadow Falls Over Mali”, EA WorldView, 2 juin 2022, <https://eaworldview.com/2022/06/russia-shadow-falls-over-mali/>.

3 “Lavrov Defends Russia’s Role in Sahel, Confirms Wagner Plans”, *Africa Times*, 26 septembre 2021, <https://africatimes.com/2021/09/26/lavrov-defends-russias-role-in-sahel-confirms-wagner-plans/> ; et Raphael Parens, *The Wagner Group’s Playbook in Africa*, Foreign Policy Research Institute, 18 mars 2022, <https://www.fpri.org/article/2022/03/the-wagner-groups-playbook-in-africa-mali/>.

er.⁴ Néanmoins, la Russie a réussi à courtiser les dirigeants maliens et fait des incursions au Burkina Faso et dans d’autres pays voisins. L’exemple du Mali montre comment la Russie combine les pressions de la puissance douce et de la puissance dure dans des opérations dites hybrides.

Si ce niveau d’engagement entre la Russie et l’Afrique représente une augmentation significative par rapport au niveau d’il y a dix ans, l’activité russe en Afrique n’est pas nouvelle. La stratégie du Kremlin à l’égard du continent revitalise et développe les relations établies pendant la guerre froide, lorsque l’Union soviétique a d’abord contribué aux luttes de libération, puis a soutenu des projets de développement politique et socio-économique après la transition vers des États africains indépendants, dont le Mali. Bien que les relations russo-africaines aient considérablement diminué après la chute de l’URSS, de nombreux dirigeants africains (tant politiques que sociaux) entretiennent des liens personnels ou politiques avec la Russie. Les dirigeants russes et africains tirent parti de leur histoire commune, faisant référence aux liens culturels lors des appels et des réunions bilatérales.

La poussée de Moscou en matière de puissance douce représente une part importante de son engagement en Afrique, mais la Russie tient également à projeter une puissance dure au-delà de “ l’étranger proche “ de l’ancien bloc soviétique, des Balkans et de l’Arctique. À cette fin, la Russie a pris des engagements en matière de sécurité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord afin de gagner en mobilité et d’exercer une pression sur le flanc sud de l’OTAN. En raison de son importance stratégique, l’URSS avait maintenu de multiples bases militaires en Afrique du Nord et dans la Corne de l’Afrique. Aujourd’hui, la Russie serait à la recherche de nouvelles possibilités d’implantation dans cette région, notamment le long de corridors maritimes stratégiques. Des rapports ont fait état de l’intérêt russe pour des accords de base en Égypte, en République centrafricaine, en Érythrée, à Madagascar, au Mozambique et au Soudan.⁵ Depuis 2018, la Russie a demandé l’autorisation d’établir un centre logistique

naval à Port-Soudan, sur la mer Rouge. Malgré une courtoisie continue durant plusieurs changements de régime au Soudan, les deux pays n’ont pas été en mesure de finaliser l’accord, et il reste dans les limbes.⁶ La Chine, la France et les États-Unis maintiennent des bases dans la ville voisine de Djibouti.

À ce jour, la Russie ne dispose d’aucune base permanente en Afrique. Cela dit, la Russie et ses sociétés militaires privées (SMP) auraient opéré en Libye à partir de bases égyptiennes depuis 2017, bien que la Russie et l’Égypte le démentent.⁷ Depuis 2021, la Russie contrôle et exploite quatre bases à l’intérieur de la Libye, et aurait utilisé au moins une de ces bases pour transporter du matériel au Mali. Des entrepreneurs russes ont également construit et exploité des bases pour faciliter les transports militaires au Soudan et en République centrafricaine (RCA).

Solliciter et exercer un soutien diplomatique et politique mutuel au sein de l’ONU

Outre les défis directs à l’influence des États-Unis et de l’OTAN, la Russie vise à réaligner le pouvoir au sein de l’ONU. Le soutien mutuel au sein de l’ONU est un pilier essentiel des relations russes en Afrique. Étant donné le siège permanent de la Russie au Conseil de sécurité et les trois sièges tournants de l’Afrique, la coopération par le biais des opérations de maintien de la paix et des votes de l’ONU présente un potentiel illimité de bénéfices mutuels, même si c’est parfois au détriment des normes relatives aux droits de l’homme ou à la bonne gouvernance. La Russie a défendu la primauté de la souveraineté des États dans la réponse aux conflits infranationaux, et les partenaires africains ont fait appel au soutien diplomatique de la Russie pour résister aux interventions multilatérales ou internationales. Elle n’a cessé de défendre le caractère sacré de la non-ingérence dans les affaires intérieures, même si ses propres interventions en

matière de sécurité ne respectent pas ces valeurs, puisque la Russie et ses mandataires agissent dans leurs propres intérêts sur le continent.

La Russie contribue depuis longtemps aux opérations de maintien de la paix de l’ONU depuis la dissolution de l’Union soviétique (l’URSS avait voté contre et s’opposait au financement des interventions de maintien de la paix de l’ONU). Dans les années 1990 et 2000, elle a fourni des centaines de soldats aux missions de l’ONU en Sierra Leone, au Soudan, au Darfour, en RCA, au Tchad et au Sud-Soudan. Depuis 2010, les contributions de troupes russes ont diminué ; aujourd’hui, la plupart des participants russes sont des experts, des observateurs et des policiers, qui sont rarement plus d’une douzaine dans un endroit donné. Mais des officiers d’état-major ont servi individuellement et en petits groupes au Congo, au Soudan du Sud et, depuis 2020, en RCA.⁸ En RCA, la collaboration de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) avec les SMP russes est devenue préoccupante. À certains égards, il semble que la Russie soit passée de la fourniture de troupes aux missions de l’ONU à la mise en place de SMP à but lucratif dans des régions peu sûres. Si les contributions en personnel de la Russie aux missions de l’ONU sont peu nombreuses, son siège permanent au Conseil de sécurité permet à Moscou d’exercer un pouvoir sur l’approbation et la conduite des opérations de maintien de la paix en général. Étant donné que 50 % des missions de l’ONU sont déployées en Afrique, l’enjeu diplomatique de la Russie peut être encore plus pertinent pour ses objectifs que ses contributions physiques.

Par exemple, en 2019, le président Poutine a remercié le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed pour sa coopération lors de l’Assemblée générale des Nations unies. L’année suivante, la Russie (aux côtés de la Chine) a retardé les appels de l’ONU à la cessation des hostilités dans la région du Tigré en Éthiopie et a empêché les proclamations opportunes de l’ONU sur les conditions de famine et les demandes de livraison d’aide humanitaire. Bien que le ministère russe des Affaires étrangères ait appelé à un cessez-le-feu dans la région, le média d’État TASS a rapporté en août 2022 que les responsables éthiopiens étaient satisfaits que “la Russie comprenne très bien que le conflit du Tigré est un problème intérieur qui doit être résolu par le gouvernement éthi-

opien sans aucune ingérence extérieure.”⁹ Le président Félix Tshisekedi de la République démocratique du Congo a de même remercié Poutine pour ses efforts à l’ONU, en déclarant : “Chaque fois que le Conseil de sécurité examine les questions inscrites à son ordre du jour, la Russie soutient invariablement la position officielle de notre pays.”¹⁰

	Favoriser	Contre	Abstention
Mars 2014	19	2	27
Décembre 2019	1	3	20
Décembre 2020	2	1	18
Mars2022	27	1	17

Maintenant que la Russie est en butte aux menaces et aux sanctions de l’ONU, elle doit compter sur le soutien diplomatique des nations africaines, qui constituent le plus grand bloc de vote régional à l’Assemblée générale des Nations unies (AGNU). Lors du vote de l’AGNU de mars 2022 sur la résolution condamnant l’invasion de l’Ukraine par la Russie, dix-sept nations africaines se sont abstenues de voter, et une, (l’Érythrée) a voté contre. Les dix-sept abstentions provenaient d’un mélange d’alliés de longue date et de nouveaux amis.¹¹ L’Éthiopie et la Guinée, ainsi que six autres pays africains, n’ont pas voté. La répartition des pays par type de vote montre que les nations démocratiques et alignées sur l’Occident ont eu tendance à voter pour la résolution, à l’exception de celles qui ont des “liens militaires et idéologiques étroits” historiques avec la Russie, tandis que les régimes autoritaires et hybrides ont eu tendance à s’abstenir, à l’exception de ceux qui sont étroitement liés à l’Occident ou qui en dépendent pour leur sécurité.¹²

4 Elian Peltier, " Main Target of Russian Mercenaries in Africa Is Civilians, Report Says ", *New York Times*, 30 août 2022, <https://www.nytimes.com/2022/08/30/world/africa/wagner-group-civilians-africa.html> ; Wassim Nasr, " How the Wagner Group is Aggravating the Jihadist Threat in the Sahel ", *CTC Sentinel* 15, no 11 (novembre/décembre 2022), <https://ctc.westpoint.edu/how-the-wagner-group-is-aggravating-the-jihadi-threat-in-the-sahel/>.

5 Peter Suci, "Russian Military Looks to Establish Six Military Bases in Africa," *National Interest*, August 11, 2020, <https://nationalinterest.org/blog/buzz/russian-military-looks-establish-six-military-bases-africa-166685>; "Central African Republic Considers Hosting Russian Military Base," *Guardian*, October 25, 2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/oct/25/central-african-republic-russia-military-base>; Eren Ersozoglu, "Russian Military Base in Mozambique: Intent, Impact & Impediment," *Grey Dynamics*, April 15, 2021, <https://greodynamics.com/russias-military-base-in-mozambique-intent-impact-impediment/>; and Abdi Latif Dahir, "Russia Is the Latest World Power Eyeing the Horn of Africa," *Quartz Africa*, September 3, 2018, <https://qz.com/africa/1377434/russias-sergey-lavrov-confirms-plans-for-logistics-base-in-eritrea/>. "No Foreign or Russian Military Bases in Egypt: Presidency," *Egyptian Streets*, October 11, 2016, <https://egyptianstreets.com/2016/10/11/no-foreign-or-russian-military-bases-in-egypt-presidency/#~:text=Earlier%20this%20week%2C%20Russian%20newspaper%20Izvestia%20reported%20that,said%20that%20other%20military%20facilities%20are%20also%20possible;and%20Russia's%20Dreams%20of%20a%20Red%20Sea%20Naval%20Base%20Are%20Scuttled%20for%20Now>; "Russia Negotiating Deal for Its Warplanes to Use Egyptian Bases," Associated Press (AP), Deutsche Presse-Agentur, and Reuters (reporting) via Voice of America (VOA), December 1, 2017, <https://www.voanews.com/a/russia-negotiating-deal-for-its-warplanes-to-use-egyptian-bases/4144949.html>.

6 " La Russie signe un accord avec le Soudan pour établir un centre logistique pour sa marine à Port Soudan : Implications and Possible Application ", Emirates Policy Center, 29 décembre 2020, <https://epc.ae/en/details/featured/russia-signs-deal-with-sudan-to-establish-logistics-center-for-its-navy-in-port-sudan-implications-and-possible-application> ; et Amy MacKinnon, Robbie Gramer et Jack Detsch, " Russia's Dreams of a Red Sea Naval Base Are Scuttled-for Now ", *Foreign Policy*, 15 juillet 2022, <https://foreignpolicy.com/2022/07/15/russia-sudan-putin-east-africa-port-red-sea-naval-base-scuttled/>.

7 "Aucune base militaire étrangère ou russe en Égypte : Presidency," *Egyptian Streets* ; et "Russia Negotiating Deal for Its Warplanes," VOA ; Phil Stewart, Idrees Ali, et Lin Noueihed, "Russia Appears to Deploy Forces in Egypt, Eyes on Libya Role," Reuters, 13 mars 2017, <https://www.reuters.com/article/us-usa-russia-libya-exclusive-idUSKBN16K2RY> ; et "Russia and Egypt Refute Reports of Russian Troop Deployment on Libyan Border," RT, 14 mars 2017, <https://www.rt.com/news/380662-russia-libya-egypt-troops/>.

8 Pour les données relatives aux contributions aux missions de maintien de la paix des Nations unies, voir "Troop and Police Contributors", United Nations Peacekeeping (site web), <https://peacekeeping.un.org/en/troop-and-police-contributors>.

9 " Ethiopia Grateful to Russia for its Position on Tigray Crisis, Ambassador to Moscow Says ", TASS, 23 août 2021, <https://tass.com/world/1329199>.

10 " Rencontre avec le président de la République démocratique du Congo Felix Tshisekedi ", Bureau du président de la Russie, 23 octobre 2019, <http://www.en.kremlin.ru/events/president/news/61886>.

11 Les pays qui se sont abstenus sont l'Algérie, l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, la Guinée équatoriale, Madagascar, le Mali, le Mozambique, la Namibie, la République du Congo, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Soudan du Sud, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zimbabwe.

12 "Guerre Russie-Ukraine : Décoder comment les pays africains ont voté à l'ONU", *Conversation*, 8 mars 2022, <https://theconversation.com/russia-ukraine-war-decoding-how-african-countries-voted-at-the-un-178663>.

Cela dit, les votes sur les résolutions de l’invasion de l’Ukraine en 2022 ne sont pas différents des votes précédents des cinquante-quatre nations africaines membres sur les résolutions de l’ONU condamnant l’annexion de la Crimée par la Russie. Si certains pays votent systématiquement avec la Russie, comme le Zimbabwe et le Soudan, la composition des groupes n’est ni totalement stable ni totalement fluide. Une étude réalisée en 2021 sur les tendances de vote des trois sièges africains au Conseil de sécurité de l’ONU n’a pas trouvé de preuves suffisantes d’alignement ou de non-alignement avec la Russie sur les questions de sécurité.¹³ Les votes ultérieurs relatifs à la guerre de la Russie en Ukraine ont donné lieu à des résultats tout aussi mitigés (en termes de vote ou d’abstention), ce qui montre que les efforts déployés par la Russie pour cultiver des alliés loyaux au sein de l’ONU n’ont pas été couronnés de succès, même si la Russie prétend que c’est le cas : Lavrov a félicité et remercié les “amis africains” qui n’ont pas soutenu les sanctions contre la Russie, en déclarant sur Twitter que ce geste était le signe d’une indépendance vis-à-vis de “la trajectoire néocolonialiste de l’Occident”.¹⁴

Accroître les échanges, les investissements et les activités commerciales

L’un des principaux objectifs de l’engagement de la Russie sur le continent africain est de renforcer la coopération économique et commerciale. Cette coopération prend la forme d’une intensification des échanges commerciaux, d’une coopération dans le domaine de l’énergie et de contrats de prospection et d’extraction des ressources naturelles (notamment les métaux précieux, les minéraux et les hydrocarbures) - et implique souvent des entreprises appartenant entièrement ou partiellement à l’État russe. Historiquement, le commerce a été le principal point d’entrée de la Russie en Afrique. Au milieu des années 2000, la Russie a commencé à revitaliser les relations de l’ère soviétique en se concentrant sur les liens économiques en Afrique du Nord et avec l’Afrique du Sud, qui a rejoint le groupe des BRICS en 2008. Aujourd’hui, la Russie dispose de quatre missions commerciales en Afrique - au Maroc, en Algérie, en Égypte

et en Afrique du Sud - et ces quatre pays sont les principaux partenaires commerciaux de la Russie sur le continent et certains sont ses principaux partenaires en matière de sécurité.

La Russie a considérablement développé le commerce en Afrique au cours de la dernière décennie. Le volume des échanges commerciaux entre la Russie et l’Afrique a doublé depuis 2015, et s’élève désormais à environ 20 milliards de dollars par an.¹⁵ Si les pays africains exportent des matières premières, des minéraux et des produits agricoles vers la Russie, ils importent des denrées alimentaires, des engrais, des métaux, du pétrole, des produits finis et du matériel de défense. À court terme, en raison des sanctions liées à la guerre en Ukraine, la Russie pourrait devenir plus dépendante de ses partenaires africains pour fournir des biens qu’elle importait auparavant de l’UE. La Russie a également entrepris et financé des projets visant à accroître davantage le commerce et à faciliter la coopération économique en Afrique, telle la zone industrielle russe de 7 milliards de dollars près de Port-Saïd, le long du canal de Suez. La Russie a poursuivi des projets de développement énergétique, négociant des accords sur l’énergie nucléaire entre la société nationale Rosatom et au moins seize pays d’Afrique.

De même, les compagnies pétrolières et gazières russes Gazprom, Rosneft et Lukoil ont fait des incursions sur le continent pour des projets d’exploration et de développement dans au moins dix pays.¹⁶ Jusqu’à présent, les intérêts de la Russie dans l’énergie africaine n’ont pas donné de résultats significatifs en termes d’infrastructures, de développement de la chaîne d’approvisionnement ou de projets achevés. Avec ses propres réserves nationales de pétrole et de gaz, les objectifs de la Russie dans le secteur de l’énergie en Afrique pourraient être décrits comme opportunistes ; la Russie peut obtenir des contrats qui enrichissent les entreprises publiques et privées et les élites bien placées, et exercer un contrôle accru sur l’approvisionnement mondial en pétrole. L’abondance des réserves de pétrole et de gaz en Afrique offre un grand potentiel à une époque où les relations internationales ont bouleversé les approvisionnements énergétiques. Jusqu’à ce que la Russie coupe le pétrole à l’Europe, de nombreux pays occidentaux ont fait pression sur les nations africaines et leurs investisseurs pour qu’ils frei-

ment le développement des combustibles fossiles dans l’intérêt du changement climatique. La crise pétrolière a ramené leur attention sur les réserves énergétiques de l’Afrique, où la Russie est prête à apporter son aide et à en bénéficier, et où les nations africaines sont impatientes de monétiser des ressources inexploitées.

Dans certaines circonstances, la Russie offre des services de sécurité peu coûteux à des pays en échange de contrats lucratifs dans le domaine de l’énergie ou des industries extractives. Ces services sont généralement fournis par un réseau dense de sociétés militaires et de sécurité nominale ment privées et d’entités commerciales qui opèrent parallèlement aux organisations militaires et de renseignement officiel russes - et qui appartiennent à des proches de Poutine.¹⁷ Les SMP russes ont été actives dans pas moins de dix-neuf pays d’Afrique, offrant un large éventail de services allant de la formation et du conseil aux forces de sécurité locales à la propagande électorale. Ces déploiements coïncident souvent avec l’octroi de concessions à des sociétés russes pour l’extraction de minerais précieux, l’exploration et l’extraction d’hydrocarbures, et la vente d’armes et d’armements russes - bien que ces derniers soient souvent blanchis par des ventes à des entités commerciales. L’opacité de ces transactions reflète la doctrine militaire soviétique de la *maskirovka*, qui implique l’utilisation du “camouflage, du déni, de la tromperie, de la mauvaise orientation et de la dextérité opérationnelle”, et les rend difficiles à démêler ou à évaluer, selon un rapport américain.¹⁸ Les liens entre les paramilitaires et les entités commerciales permettent à Moscou d’exécuter des opérations hybrides intersectorielles dans des pays étrangers avec moins de contrôle qu’avec des accords de coopération commerciale ou militaire classiques.

Par exemple, le déploiement de la SMP Wagner au Mozambique pour soutenir les opérations antiterroristes à Cabo Delgado en 2019 a coïncidé avec un accord énergétique pour la société énergétique russe Rosneft, ainsi qu’avec une remise de dette, un accès portuaire pour la marine russe, et une stratégie politique et des campagnes d’influence en vue de la réélection du président Filipe Nyusi en 2019.¹⁹ La pollinisation croisée des contrats positionne la Russie pour profiter financièrement et politiquement de l’insécurité en Afrique, mais a eu des résultats dévastateurs pour les droits de l’homme, en particulier lorsque ces SMP sécurisent les possessions de ressources privées ou répriment l’opposition politique locale, comme en RCA et au Soudan.

Ces forces mandataires ont joué un rôle actif dans l’annexion de la Crimée par la Russie en 2014, comme elles le font dans les conflits en cours en Ukraine, en Syrie, en Libye, en RCA, au Mozambique et au Mali. Les rapports faisant état d’abus et d’atrocités, notamment d’assassinats ciblés de civils, abondent partout où ces SMP se déploient. Les contractants russes ont obtenu un accès politique, économique et militaire en République centrafricaine et ont joué un rôle important dans le défi lancé par Khalifa Haftar, chef militaire de l’est de la Libye, au gouvernement libyen soutenu par les Nations unies ; toutefois, leurs opérations de lutte contre le terrorisme ont échoué au Mozambique et sont confrontées à d’importants défis au Mali. Malgré la position précaire de la Russie au sein de la communauté internationale en raison de la guerre en Ukraine, et en dépit de ses performances médiocres et problématiques dans les opérations cinétiques sur le continent, elle ne montre aucun signe de ralentissement dans sa volonté de projeter son pouvoir par le biais de SMP et de sociétés mandataires en Afrique.

13 Priyal Singh et Gustavo de Carvalho, " Walking with the Bear ? Russia and the A3 in the UN Security Council", South African Institute of International Affairs, 26 octobre 2021, <https://saiaa.org.za/research/walking-with-the-bear- russia-and-the-a3-in-the-un-security-council/>.

14 L'historique des votes présenté ci-dessus ne tient pas compte des absences ou de l'inaction ; pour plus de détails, voir " L'Assemblée générale adopte une résolution appelant les États à ne pas reconnaître les changements de statut de la région de Crimée ", Couverture des réunions et communiqués de presse des Nations Unies, GA/11493, 27 mars 2014, <https://press.un.org/en/2014/ga11493.doc.htm> ; " L'Assemblée générale adopte une résolution exhortant la Fédération de Russie à retirer ses forces armées de Crimée, exprimant sa vive préoccupation face à la présence militaire croissante ", Couverture des réunions et communiqués de presse des Nations Unies, GA/12223, 9 décembre 2019, <https://press.un.org/fr/2019/ga12223.doc.htm> ; Carlos Mureithi, "How African Countries Voted on Russia's Invasion of Ukraine", *Quartz Africa*, 7 mars 2022, <https://qz.com/africa/2138584/how-african-countries-voted-on- russias-invasion-of-ukraine/> ; et voir Ministère des Affaires étrangères de Russie, "FM #Lavrov : Russia greatly appreciates the fact that despite unprecedented & crude pressure [from the West], our African friends, like the overwhelming majority of international community, have not joined anti-Russia sanction", Twitter, 25 octobre 2022, https://twitter.com/mfa_russia/status/1584995922957959169.

15 José Narajo, " Weapons, Mercenaries, and Trade Deals : Russia Grows Stronger in Africa ", *El País*, 5 mai 2022, <https://english.elpais.com/international/2022-05-05/weapons-mercenaries-and-trade-deals-russia-grows-stronger-in- africa.html>.

16 Les exemples incluent l'Algérie, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Ghana, la Libye, le Mozambique, le Nigeria, la République du Congo et l'Afrique du Sud.

17 Jack Margolin, " Paper Trails ", Center for Advanced Defense Studies, 13 juin 2019, <https://c4ads.org/commentary/2019-6-13-paper-trails/>.

18 Malin Severin, " Russian Activities in Africa ", dans *Russian Strategic Intentions : A Strategic Multilayer Assessment (SMA) White Paper*, Département américain de la défense et Bureau des chefs d'état-major interarmées, mai 2019, 70-75, <https://www.politico.com/f/?id=0000016b-a5a1-d241-adff-1df908e00001>.

19 Sergey Sukhankin, "Russian Private Military Contractors in Sub-Saharan Africa : Strengths, Limitations and Implications ", *Russie.Nei.Visions* 120, Institut Français des Relations Internationales (IFRI), septembre 2020, 22, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/sukhankin_russian_private_military_contractors_africa_2020.pdf ; et " Mozambique, Russia Sign Energy, Security Deals ", *Outlook India*, 22 août 2019, <https://www.outlookindia.com/newscroll/mozambique-russia-sign-energy-security-deals/1602542>.

Comment la Russie poursuit ses objectifs de puissance dure en Afrique

Si la Russie intègre la défense et la sécurité dans les objectifs de sa politique étrangère en Afrique, elle cherche à atteindre ses objectifs de puissance dure par le biais de divers engagements formels en matière de défense et de sécurité en Afrique, notamment des accords de coopération militaro-technique, des ventes d'armes et d'armements, la formation et l'éducation, ainsi que la vente de services SMP aux pays en proie à des conflits. Chacune de ces lignes d'effort renforce les objectifs non sécuritaires de la Russie et offre aux nations africaines la possibilité de diversifier leurs partenariats en matière de sécurité pour faire face aux menaces croissantes d'insécurité sur le continent. La politique étrangère officielle de la Russie décrit ses objectifs en matière d'assistance sécuritaire à l'Afrique comme étant diplomatiques : faciliter la médiation et la résolution, et conclure des accords formels de formation et de conseil en matière de sécurité.²⁰ Néanmoins, dans la pratique, l'utilisation par la Russie de forces mandataires dans les conflits africains dément ses engagements déclarés de non-ingérence et de diplomatie. A travers son assistance officielle et privée en matière de sécurité en Afrique, la Russie protège ses relations clientélistes et ses intérêts commerciaux et permet aux dirigeants africains de contourner les sanctions et les pressions extérieures.

Accords de coopération militaro-technique

Au cours de la dernière décennie, les accords bilatéraux entre les États africains et la Russie ont de plus en plus intégré des stipulations relatives à la sécurité et à la défense. Il s'agit notamment d'accords de coopération militaro-technique, qui établissent les mécanismes de transfert d'armes et de matériel, ainsi que de formation et d'éducation - autant

d'éléments qui profitent politiquement à Moscou. À Sotchi, Poutine s'est vanté que la Russie avait signé de tels accords avec plus de trente pays africains.²¹ Dans certains cas, la Russie supplante l'aide occidentale à la sécurité lorsque les États sont confrontés à des embargos sur les armes ou à des sanctions. Par exemple, la Russie a renouvelé sa coopération bilatérale en matière de sécurité avec le Soudan en février 2022, quatre mois après que les États-Unis aient interrompu leurs livraisons d'aide lorsque les militaires ont déposé un gouvernement civil de transition.²² En avril 2022, le Cameroun a renouvelé un accord de coopération militaire avec la Russie.²³ Les États-Unis ont réduit l'aide militaire au Cameroun en 2019 en raison des violations des droits de l'homme commises dans le cadre des opérations antiterroristes du Cameroun et des mesures de répression contre les séparatistes anglophones.²⁴ La Russie a également signé un accord de coopération militaro-technique avec l'Éthiopie après l'annonce, en mai 2021, que les États-Unis allaient restreindre l'assistance sécuritaire à l'Éthiopie et à l'Érythrée en raison du conflit au Tigré.²⁵ Dans la plupart des cas, cependant, la coopération militaro-technique russe complète les accords existants des nations africaines avec d'autres partenaires. Par exemple, le Nigeria, un partenaire de sécurité important pour l'Occident, a signé un accord très médiatisé avec la Russie en août 2021.²⁶

Transferts d'armes et de munitions

Les ventes et les transferts d'armes russes représentent une part importante des accords de coopération militaro-technique avec les États africains et offrent des avantages mutuels. L'Afrique peut importer les équipements et les armes dont elle a besoin (souvent à un prix compétitif et avec peu de conditions), tandis que la Russie renforce sa base industrielle de défense et cimente la bonne volonté des nations parte-

naires. Selon les données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), depuis 2010, la Russie est devenue l'un des principaux exportateurs d'armes vers l'Afrique et a vendu des équipements à au moins vingt-quatre pays africains. Les États africains sont de gros clients pour les entreprises de défense russes : ses troisièmes et quatrièmes clients mondiaux sont l'Égypte et l'Algérie.²⁷ De 2017 à 2021, la Russie a représenté 44 % des principales exportations d'armes vers l'Afrique, mais seulement 24 % des exportations d'armes au niveau mondial.²⁸ Dans l'année qui a suivi le sommet de Sotchi, le fabricant de défense public russe aurait signé des contrats d'une valeur de 1,7 milliard de dollars en Afrique.²⁹

La Russie est en train de s'implanter sur le marché du matériel de sécurité destiné aux clients des régions touchées par des conflits. En Afrique, ses trois plus gros acheteurs, l'Égypte, l'Algérie et l'Angola, entretiennent des liens étroits avec Moscou depuis l'ère soviétique. Les trois autres plus gros acheteurs, le Nigeria, l'Éthiopie et le Mali, sont tous engagés dans des conflits intenses. Le SIPRI note que chacun de ces pays "n'a pas reçu plus de 49 % de ses principales armes d'un seul fournisseur", ce qui indique que les nations africaines conservent diverses sources de matériel de défense, notamment lorsqu'il s'agit de répondre à des besoins urgents en matière de sécurité.³⁰ Comme pour d'autres accords militaires- techniques, certaines ventes d'armes se sont accompagnées d'une remise de dette ou ont comblé des lacunes cédées par des partenaires occidentaux. La Russie est intervenue pour fournir du matériel à l'Égypte en 2013 lorsque les États-Unis ont interrompu les ventes militaires à la suite d'un coup d'État, et a remplacé une commande d'hélicoptères au Nigeria en 2014 après une annulation américaine. La Russie s'est également abstenue lors des votes du Conseil de sécurité de l'ONU sur les sanctions et les embargos sur les armes contre les nations africaines, et s'est publiquement opposée à de telles mesures, notamment celles concernant le Soudan du Sud en 2019 et la République centrafricaine en 2020. Cette position permet à la Russie de gagner des alliés parmi les dirigeants isolés et de saper l'efficacité des efforts multilatéraux visant à désarmer ou à définancer les parties au conflit.

Formation et éducation

La Russie a également favorisé la coopération militaire bilatérale avec les pays africains par le biais de la formation militaire professionnelle et de la formation des forces de sécurité. Cela prend la forme d'exercices et de formations d'officiers en Russie, ainsi que de formations de militaires et de policiers dans les pays concernés. Malgré la guerre en Ukraine, la formation et les exercices militaires de la Russie tournés vers l'extérieur se poursuivent. La huitième édition des Jeux militaires internationaux, une exposition et des exercices militaires annuels organisés par la Russie, ont eu lieu en août 2022. Depuis l'événement inaugural en 2015, dix-huit armées africaines ont assisté et participé aux jeux,³¹ qui comprennent des événements compétitifs comme un "biathlon de chars", des expositions d'armes et des réunions bilatérales en marge. En janvier 2023, Lavrov s'est rendu en Afrique australe et a fait part de son intention de mener des exercices navals conjoints avec l'Afrique du Sud en février. Selon les déclarations de Poutine à Sotchi, "des militaires de 20 pays africains étudient dans des établissements d'enseignement supérieur du ministère de la Défense de Russie"³² Parallèlement, des SMP russes ont été déployés pour former les forces de sécurité en Afrique. Le remplacement ou le renforcement des forces conventionnelles par des entités privées pour cette formation permet à Moscou de nier la responsabilité des missions et activités ultérieures, au-delà de la formation, du conseil et de l'assistance. La Russie utilise ces contractants pour acheminer toute une série de services stratégiques aux dirigeants africains en échange de concessions commerciales et de soutien politique.

En 2017, les forces Wagner ont commencé à former les forces de soutien rapide (FSR) du Soudan. La SMP a fourni des services dépassant le cadre de la formation militaire, notamment en orchestrant la stratégie politique et les opérations d'information pour maintenir le président Omar el- Béchir au pouvoir en échange de concessions sur les mines d'or et d'opportunités de base à Port-Soudan.³³ Après l'éviction d'al-Bashir, un réseau de sociétés privées liées au Groupe Wagner a continué à travailler en étroite collaboration avec les forces soudanaises. Le commandant de FSR, le général Mohamed Hamdan Dagalo (également connu sous le nom

20 "Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie", ministère des Affaires étrangères.

21 " Sommet Russie-Afrique ", président de la Russie (site Internet), 24 octobre 2019, <http://en.kremlin.ru/events/president/news/61893>.

22 " Hemetti, Senior Russian Official Agree to Strengthen Military Cooperation ", *Sudan Tribune*, 26 février 2022, <https://sudantribune.com/article255750/>.

23 Nana Kamsu Kom, "Le Cameroun signe un accord militaire avec la Russie", *Journal du Cameroun*, 20 avril 2022, <https://www.journalducameroun.com/en/cameroon-signs-military-agreement-with-russia/>.

24 " Les États-Unis réduisent leur aide militaire au Cameroun en raison des violations des droits de l'homme ", AP, 6 février 2019, <https://apnews.com/article/d2f384feacc74b9d8ab854de4575a5b7>.

25 Patrick Kenyette, "Ethiopia, Russia Signs Military Cooperation Agreement", Military Africa (plateforme), 14 juillet 2021, <https://www.military.africa/2021/07/ethiopia-russia-signs-military-cooperation-agreement/>.

26 Olufemi Ojoye, " Nigeria Signs Military-Technical Cooperation Agreement with Russia ", République fédérale du Nigeria, ministère de la Défense, 29 août 2021, <https://defence.gov.ng/2021/08/29/nigeria-signs-military-technical-cooperation-agreement-with-russia/>.

27 Base de données SIPRI sur les transferts d'armes, données de 2010 à 2021, consulté le 20 septembre 2022.

28 Pieter Wezeman, Alexandra Kuimova et Siemon Wezeman, "Trends in International Arms Transfers, 2021", fiche d'information du SIPRI, mars 2022, 2, https://www.sipri.org/sites/default/files/2022-03/fs_2203_at_2021.pdf.

29 Inder Singh Bisht, " Russia Signs \$1.7 Billion in Defense Contracts with 17 African Nations ", *Defense Post*, 8 juin 2021, <https://www.thedefensepost.com/2021/06/08/russia-defense-contracts-african-nations/>.

30 P. Wezeman, Kuimova, et S. Wezeman, "Trends in International Arms Transfers, 2021", 2.

31 Ces pays sont l'Algérie, l'Angola, le Burkina Faso, le Cameroun, l'Égypte, la Guinée équatoriale, l'Eswatini, la Guinée, le Mali, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, la République du Congo, le Rwanda, l'Afrique du Sud, le Soudan, l'Ouganda et le Zimbabwe.

32 " Sommet Russie-Afrique ", Président de la Russie ; et Kester Kenn Klomegah, " La diplomatie militaire de la Russie en Afrique ", *Modern Diplomacy* (plateforme), 30 août 2018, <https://moderndiplomacy.eu/2018/08/30/russias-military-diplomacy-in-africa/>.

33 Sarah Daly et Miriam Roday, " Information Operations : An Understudied Facet of Russian Influence in Africa", Institute for Defense Analyses, 2021, <https://www.ida.org/research-and-publications/publications/all/i/in/information-operations-an-understudied-facet-of-russian-influence-in-africa>.

de “Hemetti”), est le numéro deux de la junte militaire qui gouverne actuellement le Soudan ; fin février 2022, Dagalo était en visite officielle à Moscou lorsque la Russie a envahi l’Ukraine et a fait des déclarations défendant le droit de la Russie à “agir dans l’intérêt de ses citoyens et à protéger son peuple.”³⁴ L’année dernière, des rapports ont indiqué que Wagner travaillait avec FSR pour exporter de l’or soudanais en Russie par des moyens illégaux et violents.³⁵ Plus récemment, cependant, Dagalo a signalé un possible changement de position sur les actions de la Russie en Ukraine et ses intérêts au Soudan dans le cadre d’un appel au soutien occidental.³⁶

De même, la Russie a utilisé la formation en matière de sécurité comme préambule à la protection du régime et à l’extraction de ressources naturelles en République centrafricaine. La RCA est en proie à une guerre civile depuis 2013, et accueille une mission de maintien de la paix de l’ONU. La Russie a envoyé pour la première fois des équipements et du personnel en RCA en 2017, suite à l’enlèvement des négociations sur les armes avec la France. La position officielle du Kremlin est qu’un petit groupe de conseillers militaires russes est présent en RCA avec l’approbation de l’ONU pour former et conseiller avec le soutien de plusieurs centaines de contractants. Néanmoins, leur rôle en RCA s’est rapidement étendu au-delà de la formation des forces de sécurité. Les “conseillers” russes ont travaillé en étroite collaboration avec les forces de maintien de la paix de la MINUSCA, les troupes rwandaises et l’armée centrafricaine pour combattre les groupes rebelles, suscitant l’inquiétude des Nations unies quant à la nature et à l’étendue de leur participation. Un ancien professionnel du renseignement russe, Valery Zakharov, dirige la filiale de Wagner en RCA et a été conseiller en matière de sécurité nationale auprès du président Faustin-Archange Touadéra.³⁷ Zakharov a mené des négociations de paix avec des groupes rebelles et possède une grande société minière en RCA.³⁸ En décembre 2020, après une nouvelle flambée du conflit, la Russie a envoyé trois

cents instructeurs militaires supplémentaires en République centrafricaine, et si un représentant de la RCA a déclaré qu’ils avaient reçu des soldats et des armes, la Russie a nié que ces forces étaient militaires.³⁹ Aujourd’hui, les conseillers des SMP manœuvrent pour éroder les institutions démocratiques en supprimant la limitation des mandats de l’exécutif en RCA.

Moscou a profité des ventes d’armes, de l’influence politique et de l’exploitation des minerais qui découlent des contrats de formation des forces de sécurité obtenus par des groupes militaires privés russes. Les dirigeants de la RCA et du Soudan ont bénéficié de la gamme de services offerts par ces entreprises ou par le biais de liens avec elles, mais le coût pour les civils et la démocratie est élevé. En RCA comme au Soudan, les SMP russes se sont livrées à des enlèvements, des meurtres et des actes d’intimidation sous la bannière de la contre-insurrection, mais souvent dans le but de faire taire les dissidents politiques ou de protéger des sites liés à leurs propres intérêts commerciaux.⁴⁰ Le Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) a signalé en 2022, par exemple, que 52 % des cibles du Groupe Wagner en République centrafricaine étaient des civils, un pourcentage plus élevé que celui des groupes rebelles (42 %) et des forces gouvernementales (17 %).⁴¹ Les données de l’ACLED ont également montré que les forces Wagner étaient plus susceptibles de cibler des civils lorsqu’elles opéraient séparément de l’armée que lorsqu’elles travaillaient ensemble.⁴² La composition et la gestion obscures de ces SMP, ainsi que la possibilité de la Russie à voter contre les enquêtes proposées par l’ONU, font qu’il est difficile de tenir les individus et les organisations, sans parler du gouvernement russe, responsables des atrocités.

Soutien au combat

Les sociétés militaires privées russes ont vendu des services à des États clients confrontés à des conflits en cours et nécessitant un soutien au combat, tout en voulant éviter la

34 “Sudan’s Hemetti Supports Russian Recognition of Separatist Ukrainian Regions”, *Sudan Tribune*, 23 février 2022, <https://www.msn.com/en-xl/news/other/sudan-s-hemetti-supports-russian-recognition-of-separatist-ukrainian-regions/ar-AAUf70X>.

35 Declan Walsh, “ ‘From Russia with Love’ : A Putin Ally Mines Gold and Plays Favorites in Sudan”, *New York Times*, 5 juin 2022, <https://www.nytimes.com/2022/06/05/world/africa/wagner-russia-sudan-gold-putin.html> ; “Wagner Mercenaries Terrorizing Sudanese Gold Miners”, magazine *Africa Defense Forum*, 19 juillet 2022, <https://adf-magazine.com/2022/07/wagner-group-terrorizing-sudanese-gold-miners/> ; et Oscar Rickett, “Russia’s Wagner Group ‘Getting Rich in Sudan’ from Gold Mines and Government”, *Middle East Eye*, 7 juin 2022, <https://www.middleeasteye.net/news/sudan-russia-wagner-group-getting-rich-gold-mines-government-partnership>.

36 “ Le Soudanais Hemetti cherche à coopérer étroitement avec l’administration américaine : Report,” *Sudan Tribune*, 15 novembre 2022, <https://sudantribune.com/article266859/>.

37 Mathieu Olivier, “RCA : Qui sont les anges gardiens russes du président Touadera ?” *Rapport Afrique*, 17 mars 2021, <https://www.theafricareport.com/72758/car-who-are-president-touaderas-russian-guardian-angels/>.

38 Olivier, “RCA : Qui sont les anges gardiens russes du président Touadera ?”

39 “ Russia Sends 300 Military Instructors to Central African Republic ”, BBC News, 22 décembre 2020, <https://www.bbc.com/news/world-africa-55412720>.

40 Philip Obaji Jr, “ This Is How Russia is Pulling Off a Free-for-All Murderous Rampage ”, *Daily Beast*, 20 octobre 2021, <https://www.thedailybeast.com/this-is-how-russia-is-pulling-off-a-free-for-all-murderous-rampage-in-central-african-republic> ; et Kyran Goodison, “ Russia in the Central African Republic : Exploitation sous couvert d’intervention ”, *Philologia* 11, no 1 (2019) : 34-42.

41 Armed Conflict Location & Event Data Project, “ Wagner Group Operations in Africa : Civilian Targeting Trends in the Central African Republic and Mali ”, ACLED (site Web), 30 août 2022, section Key Trends, <https://acleddata.com/2022/08/30/wagner-group-operations-in-africa-civilian-targeting-trends-in-the-central-african-republic-and-mali/>.

42 Peter Fabricius, “Wagner est utilisé en Afrique comme proxy pour cibler les civils”, Institute for Security Studies, 16 septembre 2022, <https://issafrica.org/iss-today/wagner-is-being-used-in-africa-as-a-proxy-to-target-civilians>.

surveillance qui accompagne les interventions multilatérales. En RCA, la formation et le conseil ont fait place à des opérations cinétiques (ou les ont couvertes) ; dans d’autres cas, ces SMP russes ont été engagées spécifiquement pour intervenir dans des conflits violents, notamment en Libye, au Mozambique et au Mali. La Russie a vanté ses succès en matière de lutte contre le terrorisme en Syrie auprès de ses clients africains, mais les SMP ont eu peu ou pas de succès dans les opérations cinétiques sur le continent.

Sous l’égide de Wagner, pas moins de 1 000 combattants russes ont combattu avec les forces du général Haftar contre le gouvernement soutenu par l’ONU en Libye depuis 2019. Malgré les preuves de la traversée d’avions militaires russes vers et depuis la Libye, ainsi que du financement et du complément des forces d’Haftar dès 2014, le Kremlin maintient qu’il ne joue aucun rôle dans les activités de Wagner en Libye.⁴³ La SMP a joué un rôle central dans l’avancée de l’armée nationale libyenne sur Tripoli en 2019, avant une retraite soudaine en mai 2020 vers des bases contrôlées par la Russie dans l’est du pays. Pendant leur retraite, les forces de Wagner ont posé des mines terrestres dans des zones civiles, s’attirant l’ire de la communauté internationale et déclenchant une enquête sur ce crime de guerre parmi d’autres.⁴⁴ Vers août 2019, le groupe Wagner a obtenu un contrat distinct pour soutenir les opérations de lutte contre le terrorisme dans le nord du Mozambique, et a ensuite envoyé entre 150 et 200 hommes pour combattre aux côtés des forces armées du Mozambique dans la province de Cabo

Delgado.⁴⁵ Alors qu’un transport de l’armée de l’air russe a livré des hélicoptères et des équipements à Nacala, le gouvernement russe a catégoriquement nié que son armée était impliquée dans le combat, et offrait seulement une “consultation” selon les accords de coopération militaro-technique de 2015 et 2018. Le déploiement n’a duré que deux mois ; les forces Wagner ont subi des pertes, ont eu des difficultés à manœuvrer sur le terrain de la brousse et ont eu du mal à surmonter les barrières linguistiques et culturelles avec leurs partenaires mozambicains.⁴⁶

Malgré l’échec reconnu au Mozambique, les SMP russes ont ensuite obtenu des contrats pour combattre les extrémistes violents au Mali. Compte tenu de son bilan opérationnel douteux et de sa réputation en matière de dommages collatéraux, l’avancée de Wagner dans de nouvelles régions et zones de conflit suscite une vive inquiétude au sein de la communauté internationale, y compris aux Nations unies et aux États-Unis. Mais même si les entités militaires privées russes n’aboutissent pas à la stabilité, et encore moins à un règlement pacifique des conflits, elles permettent aux États clients et à Moscou de remporter des victoires politiques et stratégiques. Ces déploiements peuvent retarder ou déplacer les interventions ou l’aide multilatérales et occidentales, faciliter l’établissement de rapports entre la Russie et les dirigeants étrangers, ainsi que la conclusion de contrats commerciaux rentables pour les ressources naturelles et les armes.

43 Jalel Harchaoui, “ The Pendulum : How Russia Sways Its Way to More Influence in Libya”, *War on the Rocks*, 7 janvier 2021, <https://warontherocks.com/2021/01/the-pendulum-how-russia-sways-its-way-to-more-influence-in-libya/>.

44 “Libye : Landmines Left After Armed Group Withdraws,” Human Rights Watch, 3 juin 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/06/03/libya-landmines-left-after-armed-group-withdraws#:~:text=Les%20mines%20antipersonnel%20découvertes%20à%20Tripoli%20en%20mai,ont%20transfér%20dans%20le%20pays%20dans%20les%20récentes%20années> ; et “Libye : Russia’s Wagner Group Set Landmines Near Tripoli”, Human Rights Watch, 31 mai 2022, <https://www.hrw.org/news/2022/05/31/libya-russias-wagner-group-set-landmines-near-tripoli>.

45 “ Russian Military Hardware Delivered to Mozambique ”, *DefenceWeb*, 27 septembre 2019, <https://www.defenceweb.co.za/featured/russian-military-hardware-delivered-to-mozambique/>.

46 Pjotr Sauer, “ In Push for Africa, Russia’s Wagner Mercenaries Are ‘Out of their Depth’ in Mozambique ”, *Moscow Times*, 19 novembre 2019, <https://www.themoscowtimes.com/2019/11/19/in-push-for-africa-russias-wagner-mercenaries-are-out-of-their-depth-in-mozambique-a68220> ; et Steve Balestrieri, “ Russian Wagner Mercenaries ‘Out of their Depth’ in Mozambique ”, *Special Operations Forces Report*, SOFREP Media Group, 25 novembre 2019, <https://sofrep.com/news/russian-wagner-mercenaries-out-of-their-depth-in-mozambique/>.

Conclusion et recommandations

Pour subvertir l'ordre international libéralisé, la Russie a cherché des alliés et une influence en Afrique. Sur le continent, la Russie a ravivé et approfondi les liens de l'ère soviétique et s'est rapprochée de nouveaux partenaires en investissant dans des relations diplomatiques et politiques de haut niveau et en mobilisant les secteurs commerciaux liés à l'État dans l'agriculture, de l'énergie et de l'armement pour conclure des accords commerciaux mutuellement bénéfiques. Moscou a courtisé les dirigeants africains en leur proposant un soutien pour contrer l'intervention et l'ingérence étrangères, des services de conseil politique et une coopération militaire bilatérale afin d'obtenir des droits sur les ressources naturelles, des ventes d'armes et des bases militaires. Ses engagements en matière de défense et de sécurité sur le continent s'inscrivent dans nombre de ces domaines, y compris ceux qui ne sont pas explicitement liés à la sécurité nationale. S'appuyant sur des ressources plus limitées qu'à l'époque soviétique, la Russie a développé de nouveaux mécanismes de projection de puissance et d'intégration de la sécurité dans ses engagements bilatéraux, notamment par le recours à des SMP paraétatiques et à des opérations hybrides ad hoc.

La recherche par la Russie de victoires stratégiques rapides au cours de la dernière décennie a apporté plus de problèmes que de solutions pour la paix et la stabilité en Afrique. Ses piètres performances en Ukraine font écho à son bilan peu reluisant dans les conflits africains, tandis que les retombées économiques de la guerre ont aggravé l'inflation dans le monde entier et déclenché une grave insécurité alimentaire en Afrique. Il est probable que les dirigeants qui dépendent de Moscou pour leur légitimité politique continueront à s'appuyer sur la coopération stratégique russe, mais la diminution de la position de la Russie risque de réduire son attrait en tant que partenaire pour les futures initiatives de puissance douce et dure en Afrique. C'est l'occasion pour les autres partenaires, y compris les États-Unis, de reconsidérer leurs propres approches de la coopération et de l'assistance en matière de sécurité, et de redoubler d'efforts pour soutenir leur engagement dans tous les secteurs. Si les activités et la trajectoire de la Russie en Afrique mettent en évidence les moyens d'étendre l'engagement sur le continent, les États-Unis doivent se concentrer sur des initiatives proactives, plutôt que réactives, qui renforcent et améliorent les

relations existantes et conçoivent de nouveaux programmes autour des besoins et des objectifs des nations africaines.

La guerre en Ukraine risque de perturber le flux d'armes et de mercenaires qui a sous-tendu la coopération bilatérale entre la Russie et les États africains ces dernières années. La demande de ressources pour financer et déployer des forces en Ukraine, aggravée par les sanctions internationales, pourrait obliger la Russie à réduire ses dépenses en Afrique. Le taux élevé de perte d'équipement des forces russes en Ukraine et les sanctions imposées à l'industrie de la défense russe réduisent sa capacité à répondre à la demande de nouveaux équipements et de pièces de rechange. Un certain nombre de nations africaines comptent sur le commerce et le matériel de défense russes pour atteindre leurs propres objectifs de développement et de sécurité. Cela peut, en partie, expliquer la réticence de certains pays à soutenir les sanctions malgré les déclarations désavouant la violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie. En même temps, cela laisse entrevoir la possibilité pour d'autres pays producteurs d'équipements d'entrer en concurrence pour le marché africain.

Après le vote des Nations unies visant à condamner l'invasion de l'Ukraine, un certain nombre de pays africains qui s'étaient abstenus ont ensuite publié des déclarations appelant à la paix et ont demandé instamment une résolution diplomatique du conflit lors d'appels téléphoniques bilatéraux entre Poutine et des chefs d'État. Les initiatives occidentales visant à forcer les dirigeants africains à adopter une position plus agressive risquent d'aliéner des partenaires engagés dans des conflits violents en cours et en proie à des crises alimentaires et économiques. En avril 2022, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté la loi sur la lutte contre l'influence malveillante de la Russie en Afrique, qui proposait de surveiller les activités russes en Afrique, notamment celles liées aux sociétés militaires privées, et qui aurait permis au gouvernement américain de sanctionner les sociétés militaires privées et les clients qui facilitent leurs activités ; cette loi a été transmise au Sénat, mais n'a pas été adoptée. Elle s'est heurtée à l'opposition à travers le continent, notamment des seize pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA), ainsi qu'aux critiques du président sud-africain Cyril Ramaphosa.

Il reste à voir comment les États africains réagiront aux sanctions récemment annoncées par le Trésor américain à l'encontre de Wagner, de ses filiales et représentants en Afrique, et d'autres entreprises de la base industrielle de défense russe.⁴⁷ Les mesures politiques visant à réduire l'influence exercée par les mandataires russes en Afrique doivent effectivement cibler les SMP qui violent les droits de l'homme et d'autres lois et normes. Mais les États-Unis et la communauté internationale doivent réfléchir à la manière d'identifier et de traiter les moteurs sous-jacents et les demandes de services de SMP sur le continent avant de recourir à des mesures punitives contre les États africains qui les emploient. De telles actions, notamment en l'absence de solutions alternatives, pourraient pousser des partenaires potentiels et de longue date dans les bras de la Russie.

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, la Russie a accru son engagement dans les endroits où les États-Unis ont coupé ou réduit leurs liens sur la base des réglementations existantes, par exemple dans les pays qui ont été exclus des accords commerciaux préférentiels en raison de violations des droits de l'homme et/ou de l'État de droit.⁴⁸ Là où les États-Unis et d'autres pays ont réduit leur soutien à la sécurité de manière bilatérale ou par le biais d'opérations multilatérales de maintien de la paix, comme au Mali, la Russie a envoyé ses mandataires. Les violations de la section 7008 des lois Leahy et d'autres restrictions sur l'aide étrangère et la coopération en matière de sécurité des États-Unis en vertu du titre 10 et du titre 22 peuvent déclencher la suspension de l'aide essentielle. S'il peut être tentant de chercher des exceptions à ces garanties pour dissuader et empêcher la Russie de prendre pied et d'aggraver les problèmes de sécurité régionale, les États-Unis devraient tenir compte des recherches qui mettent en garde contre le fait de privilégier la concurrence aux dépens de la bonne gouvernance, du professionnalisme des forces de sécurité et des droits de l'homme.⁴⁹

Il n'est pas facile de s'y retrouver. Investir dans l'amélioration de la capacité des forces africaines multilatérales en attente, par exemple par le biais de l'UA, de la CEDEAO ou de la CDAA, peut faciliter la fourniture continue d'un soutien à la sécurité dans les régions à risque où les pays individuels ne peuvent plus bénéficier d'une aide bilatérale.

Ces organisations régionales fournissent également des mécanismes de surveillance pour soutenir la bonne gouvernance et la professionnalisation des forces de sécurité dans la région, et ont l'autorité pour servir de médiateur dans les conflits en cours et réduire les risques de conflits futurs. Parmi les autres possibilités de tirer parti du soutien multilatéral en matière de sécurité, citons la reprise de la coopération entre l'UA et l'OTAN par l'intermédiaire du bureau de liaison d'Addis-Abeba, après une interruption précipitée par la combinaison du COVID-19 et des conflits en Éthiopie et en Ukraine.⁵⁰ De même, le soutien au développement des opérations de maintien de la paix et des troupes en Afrique et à partir de l'Afrique peut renforcer l'efficacité des forces nationales et régionales pour faire face aux crises de sécurité sur le continent.

Pour surmonter les obstacles à la coopération bilatérale en matière de sécurité, il faudra un engagement soutenu et à plus long terme avec nos partenaires africains. Le sommet États-Unis-Afrique de décembre 2022 a débouché sur l'engagement de 55 milliards de dollars américains pour des initiatives en Afrique au cours des trois prochaines années, dont beaucoup s'attaquent aux causes profondes des conflits violents, comme le recul de la démocratie, le changement climatique et le développement économique. Les États-Unis devraient donner la priorité au respect de leurs engagements et accélérer le financement et l'exécution des initiatives identifiées, telles que le soutien aux élections démocratiques, la professionnalisation des forces de sécurité et la transition vers une énergie propre. Relever ces défis par le biais d'une collaboration cohérente et holistique devrait également réduire le risque de violations qui entraînent la suspension de l'aide en vertu de la section 7008 et de la loi Leahy.

Et bien qu'il ne semble pas y avoir eu un retrait complet des SMP russes en Afrique, la pénurie d'effectifs de la Russie a conduit à des pratiques de recrutement prédatrices dans le pays et à l'étranger. En novembre 2022, le *Daily Beast* a rapporté que le groupe Wagner recrutait des prisonniers russes pour combattre, dont un étudiant zambien qui a ensuite été tué en Ukraine.⁵¹ Un autre rapport du *Daily Beast* indiquait que les administrateurs et les forces de sécurité faisaient pression sur les étudiants africains du sud-ouest de la Russie

47 " Treasury Sanctions Russian Proxy Wagner Group as a Transnational Criminal Organization ", The U.S. Department of Treasury, 26 janvier 2023, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1220>.

48 Les exemples en 2022 comprennent l'Éthiopie, le Mali, la Guinée et le Burkina Faso ; voir "2022 Biennial Report on the Implementation of The African Growth and Opportunity Act", United States Trade Representative, Executive Office of the President of the United States, juin 2022, <https://ustr.gov/sites/default/files/files/reports/2022/2022AGOImplementationReport.pdf>.

49 Stephen Watts, Trevor Johnston, Matthew Lane, et al, " Building Security in Africa : An Evaluation of U.S. Security Sector Assistance in Africa from the Cold War to the Present ", (Santa Monica, RAND : 2018), https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR2400/RR2447/RAND_RR2447.pdf.

50 Amiral (retraité) James Foggo, "The Latest @ USIP : Africa's Security Challenges", United States Institute of Peace, 12 décembre 2022, <https://www.usip.org/blog/2022/12/latest-usip-africas-security-challenges>.

51 Allison Quinn, "Foreign College Student Jailed in Russia Ends Up in Body Bag", *Daily Beast*, 15 novembre 2022, <https://www.thedailybeast.com/russia-sends-zambian-student-to-his-death-in-ukraine-after-imprisoning-him>.

pour qu'ils rejoignent l'armée et/ou le groupe Wagner.⁵² Plusieurs médias, dont *The Addis Standard*, Voice of America et Reuters, *ont* rapporté que des Éthiopiens tentaient de rejoindre les forces russes ou les SMP pour combattre en Ukraine en avril 2022, bien que les deux gouvernements le nient. Ces pratiques sont peu susceptibles d'engendrer de la bonne volonté entre Moscou et les dirigeants africains de manière plus générale. En attendant, les Africains sont attentifs à savoir si et comment le reste du monde réagit au traitement inéquitable et prédateur des étudiants et réfugiés africains.⁵³ La communauté internationale doit étudier la nécessité de réformer les politiques et les pratiques qui contribuent aux cas de partialité ou d'abus. Dans le cadre de leur réengagement sur le continent, les États-Unis devraient tirer parti de leur propre attrait en développant des initiatives de puissance douce, en particulier dans les secteurs où la Russie cède du terrain et/ou la demande sur le continent est élevée, comme pour les échanges dans l'enseignement supérieur et le commerce préférentiel.⁵⁴

Tout au long de l'année écoulée, la Russie a maintenu ses missions et activités diplomatiques, et continue de conclure de nouveaux accords commerciaux et de sécurité sur le continent. Les opérations hybrides peu coûteuses, par exemple en matière de désinformation, se poursuivent également à un rythme soutenu. Les fermes à trolls russes en Afrique diffusent désormais de la propagande anti-OTAN sur l'Ukraine à travers les médias sociaux pour renforcer le soutien à la Russie parmi les publics africains.⁵⁵ Pour contrer les opérations d'information russes en Afrique, les États-Unis devraient poursuivre le soutien de l'ensemble du gouvernement pour renforcer la démocratie, la société civile et les médias indépendants dans les pays africains. Cela peut inclure une collaboration avec les entreprises de médias numériques et sociaux basées aux États-Unis afin de s'assurer que la lutte contre la désinformation en Afrique et le retrait des acteurs malveillants des plateformes restent une priorité. La communauté internationale peut s'efforcer d'amplifier et de protéger les rapports des journalistes, des chercheurs et des travailleurs des droits de l'homme qui dénoncent les abus et les campagnes de désinformation de la Russie en Afrique. S'il est important de s'attaquer aux opérations d'influence et d'information, il est tout aussi important (sinon plus) de s'attaquer aux griefs sous-jacents que la propagande russe exploite. Pour ce faire, il faut privilégier les perspectives africaines

dans l'élaboration des politiques et reconnaître les erreurs commises par les États-Unis, la France et d'autres puissances étrangères, y compris les entreprises et les acteurs du secteur privé, et en tirer des enseignements.

Lorsque les responsables américains travaillent déjà en étroite collaboration avec les nations et les armées africaines, ils sont parfois incapables de répondre adéquatement aux demandes ou aux besoins en raison d'obstacles bureaucratiques.⁵⁶ La question n'est pas de trouver de nouveaux modes de coopération en matière de sécurité, mais plutôt d'améliorer les programmes et les partenariats existants. Les États-Unis pourraient bénéficier de l'agrégation des recherches et des rapports sur les limites de l'assistance à la sécurité en Afrique pour identifier des améliorations et des réformes exploitables pour le financement, la structuration et la supervision des programmes des titres 10 et 22. Trouver des moyens de fournir une assistance à la sécurité plus réactive et adaptée sur le continent peut garantir que 1) les fonds disponibles pour l'assistance à la sécurité en Afrique sont entièrement dépensés et 2) les acteurs américains en Afrique sont habilités à collaborer ou à fournir des solutions aux lacunes urgentes en matière de capacités et d'approvisionnement, en plus de l'exécution de missions de formation et d'équipement planifiées à l'avance. Le département de la Défense des États-Unis et d'autres agences peuvent s'appuyer sur les centres de recherche et de développement financés par le gouvernement fédéral pour mener ces recherches et examens, et devraient donner à ces organisations le financement et l'accès nécessaires pour le faire.

Le fait de concevoir la dynamique de la sécurité en Afrique comme une compétition à somme nulle entre des puissances extérieures prive les États africains de leurs besoins et de leurs capacités.

Ironiquement, l'évolution de la politique de sécurité des États-Unis vers la soi-disant "concurrence entre grandes puissances" a conduit à la réaffectation de fonds au détriment de la lutte contre le terrorisme et d'autres initiatives de sécurité en Afrique, malgré les menaces accrues que représentent les organisations extrémistes violentes et le changement climatique. La résurgence de la Russie sur le continent au cours de la dernière décennie a correspondu à cette baisse de l'engagement diplomatique et sécuritaire des

52 Philip Obaji Jr, " Russian University Accused of Hounding African Students to Fight Putin's War ", *Daily Beast*, 21 novembre 2022, <https://www.thedailybeast.com/russian-university-accused-of-hounding-african-students-to-fight-vladimir-putins-war-in-ukraine>.
53 Laura Ly et Nimi Princewill, " African Nations Condemn Reports of Racism against Students at Ukrainian Border ", *CNN*, 1er mars 2022, <https://www.cnn.com/2022/03/01/africa/africa-condemns-racism-ukraine-intl/index.html>.
54 Sarah Daly, " Mind the Gap : COVID-19's Impact on Higher Education in Africa and Abroad ", *Africa Watch* (Alexandrie : Institute for Defense Analyses, 2021) : 5-7.
55 Danielle Paquette, "He's Pro-Russian, Anti-Zelensky and Rallying for Putin in West Africa", *Washington Post*, 21 avril 2022, <https://www.washingtonpost.com/world/2022/04/21/russia-west-africa-disinformation-burkina-faso/>.
56 Maj. Spencer Propst (U.S. Army), "The Lesson of the Security Force Assistance Brigade in Africa : Find the Authority to Compete and Win ", *Military Review* (mars-avril 2022), <https://www.armyupress.army.mil/Journals/Military-Review/English-Edition-Archives/March-April-2022/Propst/>.

États-Unis. Le paradigme de la concurrence occulte également les objectifs de sécurité partagés par les nations africaines, les États-Unis et d'autres alliés, à savoir l'amélioration de la sécurité humaine et la promotion d'une gouvernance stable et démocratique.

Les États-Unis devraient élever les perspectives des dirigeants africains, de la société civile et des parties prenantes sur les questions de sécurité (et autres) et se concentrer sur ces objectifs communs. Les échanges de haut niveau, y compris le sommet des dirigeants américains et africains récemment organisé, ainsi que les prochaines visites sur le continent du président américain et des secrétaires

d'État à la défense, au trésor, etc. sont importants pour rétablir et améliorer la communication et la confiance entre les États-Unis et les nations africaines. Sur la scène mondiale, l'attribution d'un plus grand nombre de sièges africains permanents au Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que l'admission de l'UA au Groupe des Vingt, permettraient aux nations africaines d'exercer leur autorité et leur influence directement, plutôt que par l'intermédiaire de grandes puissances ou de mécènes. Ces mesures pourraient également garantir une attention plus constante et de haut niveau aux relations et aux crises sécuritaires africaines dans les forums multilatéraux, nonobstant les conflits ou les crises ailleurs dans le monde.

About the Author



Sarah A. Daly est une chercheuse non résidente au sein du Centre Afrique. Son champ d’expertise couvre la géopolitique africaine et les politiques de sécurité-développement. Elle travaille notamment sur l’extrémisme violent, l’influence étrangère, conflit intraétatique, l’exploitation des ressources naturelles et l’industrie extractive, la démocratie et la gouvernance. Elle est diplômée d’études africaines à l’Université Yale. Elle a travaillé auparavant comme chercheuse à l’Institute for Defense Analyses (IDA) en Virginie. Ayant bénéficié du programme de bourses d’études Fulbright en Argentine, elle a travaillé comme analyste juridique à New York et pour une organisation à but non lucratif organisation au Kenya. Elle est titulaire d’une licence en Histoire et de langue anglaise de l’Amherst College dans le Massachusetts.

Acknowledgements

Nous remercions le Policy Center for the New South pour son soutien de cette publication.



CHAIRMAN

*John F.W. Rogers

**EXECUTIVE
CHAIRMAN
EMERITUS**

*James L. Jones

PRESIDENT AND CEO

*Frederick Kempe

**EXECUTIVE VICE
CHAIRS**

*Adrienne Arsht

*Stephen J. Hadley

VICE CHAIRS

*Robert J. Abernethy

*C. Boyden Gray

*Alexander V. Mirtchev

TREASURER

*George Lund

DIRECTORS

Todd Achilles

Timothy D. Adams

*Michael Andersson

David D. Aufhauser

Barbara Barrett

Colleen Bell

Stephen Biegun

Linden P. Blue

Adam Boehler

John Bonsell

Philip M. Breedlove

Myron Brilliant

*Esther Brimmer

Richard R. Burt

*Teresa Carlson

*James E. Cartwright

John E. Chapoton

Ahmed Charai

Melanie Chen

Michael Chertoff

*George Chopivsky

Wesley K. Clark

*Helima Croft

*Ankit N. Desai

Dario Deste

*Paula J. Dobriansky

Joseph F. Dunford, Jr.

Richard Edelman

Thomas J. Egan, Jr.

Stuart E. Eizenstat

Mark T. Esper

*Michael Fisch

Alan H. Fleischmann

Jendayi E. Frazer

Meg Gentle

Thomas H. Glocer

John B. Goodman

*Sherri W. Goodman

Jarosław Grzesiak

Murathan Günal

Frank Haun

Michael V. Hayden

Tim Holt

*Karl V. Hopkins

Kay Bailey Hutchison

Ian Ihnatowycz

Mark Isakowitz

Wolfgang F. Ischinger

Deborah Lee James

*Joia M. Johnson

*Safi Kalo

Andre Kelleners

Brian L. Kelly

Henry A. Kissinger

John E. Klein

*C. Jeffrey Knittel

Joseph Konzelmann

Franklin D. Kramer

Laura Lane

Almar Latour

Yann Le Pallec

Jan M. Lodal

Douglas Lute

Jane Holl Lute

William J. Lynn

Mark Machin

Marco Margheri

Michael Margolis

Chris Marlin

William Marron

Christian Marrone

Gerardo Mato

Erin McGrain

John M. McHugh

*Judith A. Miller

Dariusz Mioduski

Michael J. Morell

*Richard Morningstar

Georgette Mosbacher

Majida Mourad

Virginia A. Mulberger

Mary Claire Murphy

Edward J. Newberry

Franco Nuschese

Joseph S. Nye

Ahmet M. Ören

Sally A. Painter

Ana I. Palacio

*Kostas Pantazopoulos

Alan Pellegrini

David H. Petraeus

*Lisa Pollina

Daniel B. Poneman

*Dina H. Powell

McCormick

Michael Punke

Ashraf Qazi

Thomas J. Ridge

Gary Rieschel

Lawrence Di Rita

Michael J. Rogers

Charles O. Rossotti

Harry Sachinis

C. Michael Scaparrotti

Ivan A. Schlager

Rajiv Shah

Gregg Sherrill

Jeff Shockey

Ali Jehangir Siddiqui

Kris Singh

Walter Slocombe

Christopher Smith

Clifford M. Sobel

James G. Stavridis

Michael S. Steele

Richard J.A. Steele

Mary Streett

*Gil Tenzer

*Frances M. Townsend

Clyde C. Tuggle

Melanne Verveer

Charles F. Wald

Michael F. Walsh

Ronald Weiser

*Al Williams

Maciej Witucki

Neal S. Wolin

*Jenny Wood

Guang Yang

Mary C. Yates

Dov S. Zakheim

**HONORARY
DIRECTORS**

James A. Baker, III

Robert M. Gates

James N. Mattis

Michael G. Mullen

Leon E. Panetta

William J. Perry

Condoleezza Rice

Horst Teltschik

William H. Webster

**Executive Committee Members*

List as of November 18, 2022



L'Atlantic Council est un think-tank,
une organisation non partisane qui
promeut un leadership américain
constructif et son engagement
dans les affaires internationales,
considérant le rôle central du
Communauté transatlantique
pour répondre aux défis
mondiaux d'aujourd'hui.

1030 15th Street, NW, 12th Floor,
Washington, DC 20005
(202) 778-4952
www.AtlanticCouncil.org